

IVALIS
Société anonyme au capital de 262.500 euros
Siège social : 1 Rond Point Laurent Schwartz – 78310 MAUREPAS
381 503 531 RCS VERSAILLES

(la "Société")

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 28 MARS 2014**

Chers Actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et aux statuts de la Société, nous vous convoquerons prochainement en assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée"), afin de soumettre à votre approbation douze résolutions qui s'inscrivent, pour l'essentiel, dans le cadre du projet de fusion-absorption par la Société de la société Kamino, société par actions simplifiée au capital de 31.892.620 euros dont le siège social est situé 1, Rond Point Schwartz, 78310 Maurepas, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 513 412 965 ("Kamino"), qui détient à ce jour 94,88% du capital et des droits de vote de la Société. Il est envisagé que Kamino fasse apport à la Société, dans le cadre d'une opération de fusion soumise aux articles L. 236-1 et suivants et R. 236-1 et suivants du Code de commerce, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014, de l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine (la "Fusion"). A l'issue de la Fusion, Barberine et Kamino II, associés actuels de Kamino (les "Actionnaires Majoritaires"), deviendraient actionnaires directs de la Société.

Ceci étant exposé, nous vous rappelons que l'Assemblée aura à se prononcer sur les propositions suivantes :

1. Examen et approbation de la Fusion par voie d'absorption de Kamino par la Société – Approbation des termes et conditions du Projet de Traité de Fusion ;
2. Augmentation du capital d'un montant nominal de 248.623 euros en rémunération de la Fusion ;
3. Approbation du montant de la prime de fusion et de l'affectation de ladite prime ;
4. Réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 249.047,40 euros par annulation de la totalité des 1.245.237 actions auto-détenues par la Société à la suite de la Fusion ;
5. Approbation de l'augmentation de capital à terme qui résultera le cas échéant de l'exercice des BSA Kamino ;
6. Constatation de la réalisation des conditions suspensives à la réalisation définitive de la Fusion ;
7. Modification des statuts ;
8. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions au profit d'une catégorie de bénéficiaires ;

9. Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre de l'émission de bons de souscription d'actions au profit d'une catégorie de bénéficiaires ;
10. Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital par émission d'actions réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise en application de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce ;
11. Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires à émettre en faveur des salariés de la société adhérents à un plan d'épargne entreprise ; et
12. Pouvoirs.

Le présent rapport sera consacré à l'exposé des motifs, conditions et modalités des résolutions qui seront soumises à votre approbation. Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur.

1. Projet de fusion-absorption de Kamino par la Société

1.1. Motifs et buts de la Fusion

La Fusion s'inscrit dans une démarche de rationalisation et de simplification de la structure juridique de contrôle du groupe Ivalis, Kamino et la Société étant contrôlées, directement et indirectement, par le concert formé par les Actionnaires Majoritaires. En outre, Kamino, qui a pour unique activité la gestion de ses titres Ivalis, a pour seul actif significatif sa participation dans le capital social de la Société et n'a par ailleurs quasiment plus d'endettement financier, de sorte que son existence en tant qu'entité juridique n'apparaît plus justifiée.

La Fusion aurait le double avantage de permettre, d'une part, d'accroître la visibilité par le marché de l'actionnariat de la Société et de favoriser le développement de la Société, tout particulièrement à l'international, en facilitant la réalisation d'opérations sur le capital, et d'autre part, d'apporter davantage de flexibilité aux associés de Kamino dans la gestion de leur participation au sein du groupe Ivalis en bénéficiant d'une meilleure liquidité.

Le président du Tribunal de commerce de Versailles saisi sur requête a, par ordonnance en date du 14 janvier 2014, nommé Monsieur Antoine Legoux en qualité de commissaire à la fusion (le "Commissaire à la Fusion") afin qu'il établisse les rapports sur les modalités financières de la Fusion et sur la valeur des apports en nature conformément aux articles L. 236-10 et L. 225-147 du Code de commerce. Lesdits rapports ont été mis à votre disposition sur les sites Internet respectifs de Kamino (<http://www.kamino.biz>) et d'Ivalis (<http://www.ivalis.fr>) conformément aux articles R. 236-3 et R. 236-3-1 du Code de commerce.

1.2. Exposé des motifs des résolutions proposées

1.2.1 Examen et approbation de la Fusion par voie d'absorption de Kamino par la Société – Approbation des termes et conditions du Projet de Traité de Fusion

(première résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Dans le cadre de la **première résolution**, nous soumettons à votre approbation, au vu du présent rapport, des rapports du Commissaire à la Fusion et du projet de traité de fusion et ses annexes établi suivant acte sous seings privés en date du 25 février 2014 entre Kamino et la Société et qui sera déposé au greffe du Tribunal de commerce de Versailles (le "Projet de Traité de Fusion"), et sous condition suspensive de l'adoption des deuxième à cinquième résolutions qui vous sont présentées ci-après, le Projet de Traité de Fusion et les modalités de la Fusion telles que détaillées ci-dessous.

La Fusion serait réalisée avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 de telle sorte que toutes les opérations actives et passives effectuées par Kamino à compter du 1^{er} janvier 2014 et jusqu'à la date de réalisation définitive de la Fusion seraient exclusivement à la charge ou au profit de la Société et considérées comme accomplies par la Société, d'un point de vue comptable et fiscal, depuis cette même date.

Dans la mesure où Kamino et la Société sont placées sous contrôle commun au sens du paragraphe 4.1. de l'annexe au règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable, les apports seraient, conformément au paragraphe 4.3. de l'annexe au règlement précité, évalués à leur valeur comptable, telle qu'elle apparaît dans les comptes intermédiaires de Kamino au 31 décembre 2013.

Sur ces bases, l'évaluation dans le Projet de Traité de Fusion de l'actif et du passif de Kamino fait ressortir que :

- la valeur de l'actif apporté est de vingt-neuf millions neuf cent trente-cinq mille quatre-vingt-treize euros et sept centimes (29.935.093,07 €), et
- le passif pris en charge par la Société est de vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-quinze euros et soixante-cinq centimes (28.895,65 €).

Il en résulte que l'actif net apporté par Kamino à la Société s'élève à vingt-neuf millions neuf cent six mille cent quatre-vingt-dix-sept euros et quarante-deux centimes (29.906.197,42 €) et compte tenu de l'augmentation de capital décrite ci-dessus, le Projet de Traité de Fusion fait apparaître une prime de fusion de vingt-neuf millions six cent cinquante-sept mille cinq cent soixante-quatorze euros et quarante-deux centimes (29.657.574,42 €).

La parité de fusion retenue dans le Projet de Traité de Fusion s'établit à une (1) action Ivalis pour 25,6553901394 actions Kamino (la "Parité de Fusion"). Elle a été déterminée sur la base de la valeur réelle de la Société et de Kamino.

- Evaluation de la Société :

La valorisation de la Société est établie par référence au cours de bourse de l'action Ivalis, valeur reconnue par définition par le marché. La valeur retenue pour une action Ivalis s'élève ainsi à 33,00 €, par référence au cours de bourse de clôture de l'action Ivalis au 31 janvier 2014 sur le marché Alternext de NYSE-Euronext à Paris.

- Evaluation de Kamino :

La valeur réelle retenue pour une action Kamino s'élève à 1,28627940642 € Kamino ayant à son actif quasi-exclusivement les titres Ivalis, sa valeur réelle a été déterminée sur la base d'un actif net réévalué établi par transparence à partir de la même référence de cours de bourse que celle retenue pour la valorisation d'Ivalis (soit 33,00 € par action) ainsi que des éléments de l'actif circulant, des comptes de régularisation et des dettes de Kamino au 31 décembre 2013. Il a été tenu compte dans l'évaluation de Kamino de la dilution provenant des BSA 1 (tel que ce terme est défini ci-après) qui sont « dans la monnaie ».

Ces méthodes d'évaluation ont été considérées comme les plus pertinentes, s'agissant d'une opération de fusion entre une société dont les actions sont admises aux négociations sur le marché Alternext de NYSE-Euronext à Paris et sa holding patrimoniale qui a pour actif essentiel sa participation dans le capital de la première.

Sur cette base, le Projet de Traité de Fusion prévoit de rémunérer l'apport-fusion par l'attribution aux associés de Kamino d'un million deux cent quarante-trois mille cent quinze (1.243.115) actions Ivalis de vingt centimes d'euro (0,20 €) de valeur nominale chacune, toutes assimilées aux actions de la Société existantes, et destinées à être admises aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext à Paris. Il est précisé que le nombre d'actions Kamino détenues par les Actionnaires Majoritaires ne leur permettant pas de souscrire à un nombre entier d'actions de la Société, il résultera de l'apport de l'actif net de la Société effectué par les Actionnaires Majoritaires des soultes

théoriquement dues par la Société aux Actionnaires Majoritaires de montants respectifs de 0,47 € et 24,84 €, au versement desquelles les Actionnaires Majoritaires ont expressément renoncé.

Enfin, conformément à l'article L. 228-101 du Code de commerce, le Projet de Traité de Fusion prévoit la substitution de plein droit de la Société à Kamino dans ses obligations envers les titulaires des trois cent seize mille cent soixante (316.160) bons de souscription d'actions de catégorie 1 (les "BSA 1") et les sept cent six mille huit cents (706.800) bons de souscription d'actions de catégorie 3 (les "BSA 3", ensemble avec les BSA 1, les "BSA Kamino") émis par la Société. Le nombre d'actions Ivalis auxquelles donnent droit les BSA 1 et les BSA 3 lorsqu'ils seront le cas échéant exercés sera ajusté pour tenir compte de la parité de fusion et sera déterminé en multipliant le nombre d'actions ordinaires de Kamino auxquelles ces BSA 1 et BSA 3 donnaient droit par 0,038978164 (correspondant au rapport d'échange de 1 action Ivalis pour 25,6553901394 actions Kamino) sous réserve des éventuels ajustements légaux et conventionnels. Ainsi, les BSA 1 et les BSA 3 pourront donner lieu à l'émission d'un nombre maximum de 39.872 actions Ivalis.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

1.2.2 Augmentation du capital d'un montant nominal de 248.623 euros en rémunération de la Fusion

(deuxième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Dans le cadre de la **deuxième résolution**, nous soumettons à votre approbation, sous réserve de l'adoption de la première résolution et sous condition suspensive de l'adoption des troisième à cinquième résolutions qui vous sont présentées ci-après, une augmentation du capital d'un montant de deux cent quarante-huit mille six cent vingt-trois euros (248.623 €) rémunérant les apports effectués dans le cadre de la Fusion.

L'augmentation de capital envisagée se traduira par l'émission de un million deux cent quarante trois mille cent quinze (1.243.115) actions de la Société de vingt centimes d'euro (0,20 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à raison de 622.801 actions Ivalis attribuées à Barberine et 620.314 actions Ivalis attribuées à Kamino II, conformément au rapport d'échange prévu par le Projet de Traité de Fusion soumis à votre approbation dans le cadre de la première résolution.

Les nouvelles actions ainsi émises seront toutes assimilées aux actions Ivalis existantes, seront négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société rémunérant l'apport-fusion de Kamino, conformément à l'article L. 228-10 du Code de commerce, et feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext à Paris.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

1.2.3 Approbation du montant de la prime de fusion et de l'affectation de ladite prime

(troisième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Dans le cadre de la **troisième résolution**, nous soumettons à votre approbation, sous réserve de l'adoption des première et deuxième résolutions et sous condition suspensive de l'adoption des quatrième et cinquième résolutions qui vous sont présentées ci-après, le montant de la prime de fusion prévue par le Projet de Traité de Fusion, soit vingt-neuf millions six cent cinquante-sept mille cinq cent soixante-quatorze euros et quarante-deux centimes (29.657.574,42 €), de porter ce montant au crédit du compte « Prime de fusion » au bilan de la Société et d'autoriser le conseil d'administration à donner à la prime de fusion toute affectation conforme à la réglementation applicable et notamment d'imputer sur celle-ci tout ou partie des frais et droits occasionnés par la Fusion.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

1.2.4 Réduction de capital résultant de l'annulation des titres Ivalis auto-détenus par la Société du fait de la Fusion

(quatrième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Dans le cadre de la **quatrième résolution**, nous soumettons à votre approbation, sous réserve de l'adoption des première à troisième résolutions et sous condition suspensive de l'adoption de la cinquième résolution qui vous est présentée ci-après, une réduction de capital d'un montant de deux cent quarante-neuf mille quarante-sept euros et quarante centimes (249.047,40 €), correspondant à la valeur nominale des un million deux cent quarante-cinq mille deux cent trente-sept (1.245.237) actions Ivalis composant l'actif de Kamino transféré à la Société dans le cadre de la Fusion, et qu'il convient d'annuler en tant qu'actions auto-détenues de la Société.

Le capital de la Société se trouvera ainsi ramené de cinq cent onze mille cent vingt-trois euros (511.123 €) à deux cent soixante-deux mille soixante quinze euros et soixante centimes (262.075,60 €), divisé en un million trois cent dix mille trois cent soixante-dix-huit (1.310.378) actions.

Il est également proposé à l'Assemblée d'imputer la différence entre la valeur d'apport des actions annulées suite à la réduction de capital, soit vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-huit euros (29.885.688 €), et la valeur nominale de ces actions, soit deux cent quarante-neuf mille quarante-sept euros et quarante centimes (249.047,40 €), qui est égale à vingt-neuf millions six cent trente-six mille six cent quarante euros et soixante centimes (29.636.640,60 €), sur le compte « Prime de fusion » au bilan de la Société.

Les Commissaires aux comptes présenteront à l'Assemblée un rapport spécial établi en application de l'article L. 225-204 du Code de Commerce, dont il sera donné lecture en début de séance.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

1.2.5 Approbation de l'augmentation de capital à terme qui résultera le cas échéant de l'exercice des BSA Kamino

(cinquième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Dans le cadre de la **cinquième résolution**, nous soumettons à votre approbation, sous réserve de l'adoption des première à quatrième résolutions, une augmentation de capital à terme d'un montant nominal de sept mille neuf cent soixante-quatorze euros et quarante centimes (7.974,40 €) résultant, le cas échéant, de l'exercice des BSA Kamino et correspondant à l'émission d'un nombre maximum de trente-neuf mille huit cent soixante-douze (39.872) actions ordinaires nouvelles, auxquelles pourront le cas échéant s'ajouter les actions destinées à assurer le maintien des droits des porteurs de BSA Kamino conformément aux stipulations des termes et conditions des BSA Kamino fixé par l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2010 (les "Termes et Conditions des BSA Kamino") et aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Conformément à l'article L. 228-101 du Code de commerce, la Société se substituera en effet de plein droit à Kamino dans ses obligations envers les titulaires des BSA Kamino de telle sorte que ces derniers exerceront leurs droits dans la Société.

Chacun des BSA Kamino donnera droit à son titulaire de souscrire, dans les conditions fixées par les Termes et Conditions des BSA Kamino, à un nombre d'actions nouvelles de la Société égal au nombre d'actions Kamino auquel chaque BSA Kamino donne actuellement droit au titre des Termes et Conditions des BSA Kamino, multiplié par 0,038978164.

Il est ainsi demandé à l'Assemblée de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, à l'effet de :

- prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de BSA Kamino, conformément aux Termes et Conditions des BSA Kamino et aux dispositions légales et réglementaires applicables ;
- constater l'exercice des BSA Kamino émis et les augmentations de capital consécutives, modifier corrélativement les statuts de la Société et effectuer toutes formalités relatives à ces augmentations du capital social ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentations du capital social sur le montant des primes y afférentes ;
- demander l'admission aux négociations sur le marché Alternext de NYSE Euronext des actions ordinaires émises suite à l'exercice des BSA Kamino ;
- et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à l'exercice des BSA Kamino et l'application de leurs termes et conditions *mutatis mutandis* à la Société.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

1.2.6 Constatation de la réalisation des conditions suspensives à la réalisation définitive de la Fusion

(sixième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Le Projet de Traité de fusion prévoit que la réalisation définitive de la Fusion est subordonnée aux conditions suspensives suivantes :

- l'approbation de la Fusion par une décision collective des associés de Kamino ; et
- l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la Société.

Dans le cadre de la **sixième résolution**, nous soumettons à votre approbation, sous réserve de l'adoption des première à cinquième résolutions, la constatation de la réalisation des conditions suspensives ci-dessus et, en conséquence la constatation de la réalisation définitive de la Fusion entraînant la liquidation de Kamino.

Il est également demandé à l'Assemblée de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet d'accomplir toute formalité liée à la réalisation définitive de la Fusion, et notamment pour :

- établir et signer la déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article L. 236-6 du Code de commerce ;
- établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de Kamino à la Société ;
- remplir toutes formalités, notamment d'enregistrement, de publicité et de dépôt, faire toutes déclarations auprès de l'administration, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque et en particulier requérir la radiation de Kamino au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles et en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ; et
- signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

1.2.7 Modification des statuts

(septième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Dans le cadre de la **septième résolution**, nous soumettons à votre approbation la modification de l'article 7 des statuts de la Société.

Il s'agirait de refléter dans les statuts de la Société le nouveau montant du capital social, qui serait fixé à deux cent soixante-deux mille soixante quinze euros et soixante centimes (262.075,60 €), et résultant de l'approbation des deuxième et quatrième résolutions, autorisant respectivement une augmentation de capital à hauteur de deux cent quarante-huit mille six cent vingt-trois euros (248.623 €) puis une réduction du capital d'un montant de deux cent quarante-neuf mille quarante-sept euros et quarante centimes (249.047,40 €).

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

2. Emission de bons de souscription d'actions

2.1 Marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice

Conformément à l'article R. 225-113 du Code de commerce, il nous appartient de vous fournir toutes indications utiles sur la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours.

L'exercice 2013-2014 d'Ivalis se caractérise en premier lieu par l'acquisition du groupe Sigma en juin 2013. Ivalis, numéro deux des inventaires en Europe, a acquis le numéro trois. Le groupe ainsi constitué partage désormais le leadership de la prestation d'inventaire en Europe, dispose de dix filiales et réalise des inventaires dans plus de 25 pays en Europe.

L'intégration des trois entités Sigma est en cours et se déroule bien. Les effets de synergie entre les deux ensembles ne commenceront réellement à porter leurs fruits qu'au cours de l'exercice 2014-2015.

L'exercice 2013-2014 se caractérise en second lieu par une bonne dynamique dans le domaine commercial. Les filiales française, polonaise, allemande, suisse et autrichienne, voient leur chiffre d'affaires progresser significativement du fait de la signature de nouvelles enseignes. La filiale espagnole voit quant à elle son chiffre d'affaires baisser du fait principalement de la crise économique. Globalement la dynamique commerciale est bonne avec une croissance du chiffre d'affaires à périmètre comparable de 9%.

L'exercice est également marqué par les efforts réalisés en matière de gains de productivité. Les investissements réalisés en matière d'équipement des équipes de lecteurs code-barres wifi, d'introduction d'indicateurs dynamiques de productivité, d'amélioration des process d'inventaires, continuent de porter leurs fruits.

Ivalis, très présent sur le continent européen, a par ailleurs décidé de se développer au Brésil ; sa filiale Ivalis Brasil a réalisé sa première campagne d'inventaires en octobre/novembre 2013 et compte se développer en 2014-2015.

Conformément aux dispositions de l'article R. 236-3 du Code de commerce, des comptes sociaux et des comptes consolidés de la Société au 31 décembre 2013 ont été établis.

Le chiffre d'affaires consolidé sur 9 mois au 31 décembre 2013 ressort, conformément aux attentes du groupe Ivalis, à 38,5 M€ Il est à comparer aux 24,9 M€ de chiffre d'affaires réalisés entre le 1^{er} avril 2012 et le 31 décembre 2012. Cette croissance de 13,6 M€, soit 55% du chiffre d'affaires, s'explique par l'acquisition du groupe Sigma (11,4 M€ de chiffre d'affaires additionnels) ainsi que la croissance organique du groupe Ivalis (2,2 M€ de chiffre d'affaires, en hausse de 9%).

Le résultat d'exploitation consolidé au 31 décembre 2013 ressort à 1,9 M€ à comparer à 1,1 M€ entre le 1^{er} avril 2012 et le 31 décembre 2012, et à 0,8 M€ réalisé lors de l'exercice de 15 mois clos au 31 mars 2013. Cette hausse reflète à la fois la bonne performance de Sigma et sa bonne intégration dans Ivalis, confirmant les anticipations du management, ainsi qu'une amélioration de la performance globale d'Ivalis.

2.2 Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions au profit d'une catégorie de bénéficiaires

(huitième et neuvième résolutions soumises au vote de l'Assemblée)

Dans la **huitième résolution**, nous soumettons à votre approbation un projet de délégation à conférer au conseil d'administration pour émettre, en une ou plusieurs fois, un nombre maximal de deux cent mille (200.000) bons de souscription d'actions réservés aux membres du personnel salarié de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce (les "**BSA**") nécessitant d'autoriser une augmentation de capital différée résultant de l'exercice desdits BSA d'un montant nominal maximal de quarante mille euros (40.000 €) soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de vingt centimes d'euro (0,20 €), une émission d'un nombre maximum de deux cent mille (200.000) actions nouvelles, auxquelles pourront, le cas échéant, s'ajouter les actions destinées à assurer le maintien des droits des porteurs de BSA conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, et le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.

Cette émission de BSA réservée aurait pour objet d'intéresser certaines personnes-clés du groupe à la bonne marche des affaires sociales.

Il est proposé à l'Assemblée, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-1, L.225-135 et L. 228-92 du Code de Commerce et sous condition suspensive de l'adoption de la neuvième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en faveur d'une catégorie de bénéficiaires, de déléguer sa compétence au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de décider de procéder à l'émission des BSA en une ou plusieurs fois, étant précisé que (i) le prix de souscription des BSA sera fixé par le conseil d'administration sans pouvoir être inférieur à un euro et vingt-et-un centimes (1,21 €) et (ii) le prix d'exercice des BSA sera fixé par le conseil d'administration sans pouvoir être inférieur à trente-six euros (36 €). Le montant minimum du prix de souscription des BSA et le montant minimum du prix d'exercice des BSA ont été fixés en prenant en compte la valeur réelle de la Société, établie selon une analyse multicritères sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs et des multiples boursiers d'EBITDA.

Il est proposé également proposé à l'Assemblée de donner tous pouvoirs au conseil d'administration notamment à l'effet de :

- fixer, pour chaque émission de BSA, la liste précise des bénéficiaires au sein de la catégorie au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription est supprimé en application de la neuvième résolution ci-dessous et le nombre de BSA attribués à chacun d'entre eux ;
- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que les modalités de libération des BSA émis, et notamment, le prix de souscription des BSA, la période et les modalités de souscription des BSA ainsi que la date de jouissance des BSA, leur durée de validité, le cas échéant un délai pendant lequel les BSA devront être conservés avant de pouvoir être exercés ou cédés par leur bénéficiaire, le prix, les modalités et le cas échéant les conditions d'exercice des BSA ;
- prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de BSA, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;
- constater l'exercice des BSA émis et les augmentations de capital consécutives et modifier

corrélativement les statuts de la Société et effectuer toutes formalités relatives à ces augmentations du capital social ;

- à sa seule initiative, imputer les frais d’augmentations du capital social sur le montant des primes y afférentes ;
- demander l’admission aux négociations des actions ordinaires émises suite à l’exercice des BSA ;
- et d’une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à l’effet de mettre en œuvre la présente délégation.

La présente délégation emportera, au profit des porteurs de BSA émis au titre de la présente résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les BSA émis donneront droit.

Il vous est proposé de consentir cette délégation de compétence pour une durée de 18 mois à compter de l’Assemblée.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le conseil d’administration rendra compte à l’assemblée générale ordinaire suivante de l’utilisation faite de la présente délégation de compétence.

Il est demandé à l’Assemblée dans le cadre de la **neuvième résolution**, de bien vouloir supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la totalité des BSA aux membres du personnel salarié de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l’article L. 225-180 du Code de commerce compte tenu de la nécessité de les intéresser à la bonne marche des affaires sociales.

Les Commissaires aux comptes présenteront à l’Assemblée un rapport spécial sur la suppression du droit préférentiel de souscription en application des articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-92 du Code de Commerce, dont il sera donné lecture en début de séance.

Le conseil d’administration vous recommande l’adoption de ces résolutions.

2.3 Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d’administration à l’effet de procéder à une augmentation du capital par émission d’actions réservées aux salariés adhérents à un plan d’épargne entreprise en application de l’article L. 225-129-6 du Code de commerce

(dixième et onzième résolutions soumises au vote de l’Assemblée)

Compte tenu de l’augmentation de capital différée qui résultera le cas échéant de l’exercice des BSA dont l’émission est proposée aux termes des huitième et neuvième résolutions et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce ainsi que des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, nous vous proposons, dans le cadre des **dixième et onzième résolutions**, de déléguer au conseil d’administration vos pouvoirs pour mettre en œuvre une augmentation de capital, dans la limite de 3 % du capital social de la Société tel que constaté au jour de l’utilisation de cette délégation, par émission d’actions ordinaires dont la souscription serait réservée aux salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l’article L. 225-180 du Code de commerce, adhérents à un plan d’épargne entreprise.

Le prix de souscription de ces actions serait fixé conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du Travail.

L’augmentation de capital proposée devrait intervenir avant l’expiration d’un délai de 18 mois commençant à courir à compter de la date de l’Assemblée et tous pouvoirs seraient conférés au conseil d’administration pour mettre en œuvre, en une fois, cette délégation et, notamment, pour déterminer les conditions de l’émission réalisée en vertu de cette délégation de pouvoirs.

Les Commissaires aux comptes présenteront à l'Assemblée un rapport spécial sur la suppression du droit préférentiel de souscription en application des articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 225-138-1 du Code de commerce, dont il sera donné lecture en début de séance.

Nous vous précisons que cette résolution vous est présentée afin de satisfaire aux exigences légales, mais que ce projet ne nous semble pas opportun.

Le conseil d'administration vous recommande en conséquence le rejet de ces résolutions.

3. Pouvoirs pour les formalités

(douzième résolution soumise au vote de l'Assemblée)

Enfin, nous vous proposons, dans la **douzième résolution**, de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée pour procéder à tous dépôts et toutes formalités prévus par la loi.

Le conseil d'administration vous recommande l'adoption de cette résolution.

Tel est le sens des résolutions sur lesquelles nous vous demanderons de bien vouloir vous prononcer.

Nous restons à votre disposition pour vous fournir tout complément d'information qu'il vous serait nécessaire de recevoir.

Fait à Paris le 25 février 2014

Pour le conseil d'administration

Monsieur Frédéric Marchal
Président-directeur général